

UNE PASSERELLE ISRAËLO-ÉTATS-UNIENNE

## Les trucages de la Foundation for the Defense of Democracies



Créée par des milliardaires états-uniens à la demande du général Ariel Sharon, la Foundation for the Defense of Democracies (FDD) a préparé la rhétorique de la démocratisation forcée dont se sert aujourd'hui George W. Bush. À grands renforts d'amalgames et de trucages, ce think tank s'est d'abord appuyé sur la peur du 11 septembre pour mobiliser contre les Palestiniens. Puis il s'en est pris à l'ONU, avant d'appeler à attaquer l'Irak, l'Arabie saoudite, la Syrie et le Liban.

page 2

### Un parfum de Guerre froide

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Washington utilise l'arme des « révolutions » colorées pour renverser les gouvernements favorables à Moscou et la fédération de Russie s'appuie sur les régions russophones de ses voisins pour briser l'encerclement. Igor Smirnov, président de la Transnistrie, et Edouard Kokoïta, président de l'Ossétie du Sud, font part de leur crainte de voir l'indépendance de leur province remise en cause.

page 6

REPÈRE : 15 JANVIER 1929

### La révolution des valeurs de Martin Luther King

Prononçant un discours, le 15 janvier 1967 à l'occasion de son 48e anniversaire, le pasteur Martin Luther King développe sa théorie de la révolution des valeurs : « Cette arrogance occidentale qui croit qu'elle est l'unique modèle dont tous les autres doivent s'inspirer et qu'elle n'a rien à apprendre des autres est la principale source de l'injustice. (...) [Nous devons] ouvrir les yeux sur le contraste énorme entre la richesse et la pauvreté, et cela sera douloureux pour nous. Rejeter la guerre comme moyen de régler nos différends. Dénoncer le scandale qui consiste à brûler les êtres humains au napalm, à créer des centaines de milliers d'orphelins et de veuves, à injecter les drogues toxiques de la haine dans les veines de peuples normalement paisibles et humains, de rendre à leur famille des hommes physiquement handicapés et psychologiquement dérangés au retour de champs de bataille sombres et sanglants. Tout cela ne peut être défendu au nom de la sagesse, la justice et l'amour. Une nation qui ne cesse d'augmenter, année après année, ses dépenses militaires au détriment de dépenses d'amélioration sociale est condamnée au déclin spirituel et à l'échec ». ■



### LES ÉTATS-UNIS METTENT EN PLACE LE RECRUTEMENT DE VOLONTAIRES EN GÉORGIE

Trois bureaux de recrutement ont été ouverts, le 1er février 2005, en Géorgie, pour l'engagement de volontaires au dessus de 35 ans et en bonne condition physique. 3 000 soldats géorgiens, formés par des instructeurs états-uniens, devraient être opérationnels pour la fin de l'année. Ils prendront ensuite part aux opérations de la Coalition en Irak et en Afghanistan.

Hier, des actions de sensibilisation ont commencé : des chanteurs, musiciens et poètes géorgiens connus ont distribué des brochures d'information sur ce nouveau programme dans les rues de Tbilissi. Les soldats toucheront 350 laris (environ 200 \$) par mois pour un contrat de 3 ans avec prise en charge totale. Entre 2001 et 2003, un premier programme avait permis la formation de 4 bataillons d'infanterie légère (Rangers) pour un budget de 64 millions de dollars. 50 millions de dollars ont été débloqués par les États-Unis pour ce programme supplémentaire. (Source : Agence REGNUM. Photo : Richard Miles, ambassadeur U.S. en Géorgie, avec les formateurs.) ■

## Une passerelle israélo-états-unienne

# Les trucages de la Foundation for the Defense of Democracies

**Créée par des milliardaires états-unis à la demande du général Ariel Sharon, la Foundation for the Defense of Democracies (FDD) a préparé la rhétorique de la démocratisation forcée dont se sert aujourd'hui George W. Bush. À grands renforts d'amalgames et de trucages, ce think tank s'est d'abord appuyé sur la peur du 11 septembre pour mobiliser contre les Palestiniens. Puis il s'en est pris à l'ONU, avant d'appeler à attaquer l'Irak, l'Arabie saoudite, la Syrie et le Liban.**



Donald Rumsfeld (au premier plan) et Ariel Sharon (à droite) en mars 2001 à Washington

Dès son élection comme Premier ministre, en février 2001, le général Ariel Sharon sollicita un cercle de milliardaires sionistes pour « travailler » l'opinion publique mondiale et la convaincre de la légitimité de la réponse israélienne à la Seconde Intifada. Sous l'autorité de Leonard Abramson fut constitué un cabinet de relations publiques dénommé Emet (c'est-à-dire « vérité » en hébreu) [1]. Il disposait d'un bureau à l'université de Tel-Aviv, occupé par **Itamar Rabinovitch**

(ancien ambassadeur d'Israël à Washington), et d'un autre à Washington, occupé par **Nir Boms** (ancien officier de Tsahal chargé des relations publiques de l'ambassade d'Israël à Washington).

Les finances du cabinet furent abondées par ses généreux parrains : Edgar Bronfman, Bernard Marcus et Michael Steinhardt donnèrent 250 000 \$ chacun, Leonard Abramson, Charles Bronfman Dalck Feith (père du sous-secrétaire à la Défense Douglas Feith) et Lynn Schusterman donnèrent 100 000 \$ chacun.

Cependant, un malentendu opposa le cabinet Sharon aux donateurs d'Emet. En effet, la constitution du cabinet fut annoncée de source gouvernementale israélienne sur Radio Israël, avant même qu'elle ne soit rendue publique par les fondateurs. Ceux-ci firent alors savoir au général Sharon qu'ils entendaient conserver toute leur liberté de manœuvre et ne pas se laisser dicter leurs activités.

Emet eut une activité de façade : l'organisation d'un stage de formation pour des étudiants juifs états-uniens au Centre Jaffee d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, et surtout la publication d'une étude de la Fondation Wexner sur la communication d'Israël, dont nous avons à l'époque publié la traduction française [2].

Mais la véritable activité d'Emet fut de recruter des « messagers d'Israël », c'est-à-dire des personnalités capables de porter son message devant l'opinion publique états-unienne. Le cabinet engagea ainsi Jack Kemp, Jeane Kirkpatrick et Steve Forbes ; des choix éloquentes. L'ancien joueur de football Jack Kemp conduisit une carrière politique qui le fit siéger 18 ans à la Chambre des représentants avant de devenir candidat à la vice-présidence derrière Bob Dole. Jeane Kirkpatrick débuta en politique comme présidente des jeunes trotskistes avant de rejoindre Ronald Reagan qui en fit son ambassadrice à l'ONU. Steve Forbes est le propriétaire de *Forbes Magazine*. Kemp, Kirkpatrick et Forbes militaient déjà à Empower America, une association suprémaciste états-unienne, et au Jewish Institute of National Security Affairs (JINSA), un groupe d'influence destiné à faire avancer l'agenda sioniste dans la classe dirigeante états-unienne.

Le 13 septembre 2001, c'est-à-dire le surlendemain des attentats de Manhattan, Emet se transforma en un think tank, la Fondation pour la défense des démocraties (Foundation for the Defense of Democracies - FDD). Le travail de préparation ayant été bien fait, le budget 2002 atteignit 2,9 millions de dollars. Les inévitables **Newt Gingrich** (ancien président de la Chambre des représentants) et **James Woolsey** (ancien directeur de la CIA) devinrent les mentors de l'organisation, tandis qu'une kyrielle de personnalités néoconservatrices les rejoignirent (Gary Bauer, Frank Gaffney, Charles Krauthammer, Bill Kristol, Richard Perle, etc.).

Une équipe de salariés fut engagée. Pour pallier au manque de crédibilité du directeur Nir Boms, dû à sa nationalité israélienne et à ses fonctions antérieures au sein de Tsahal, un autre directeur fut nommé, Clifford May, l'ancien chargé de communication du Parti républicain.

La première campagne publique de la Foundation for the Defense of Democracies, au printemps 2002, fut de produire et de diffuser un spot télé de 30 secondes, intitulé *La Stratégie du suicide*. Il établit un parallèle entre les attentats du 11 septembre, officiellement perpétrés par des kamikazes, et les attentats-suicide palestiniens contre l'occupation israélienne, en soulignant que ces derniers sont quotidiens. Il amalgame Yasser Arafat, Oussama Ben Laden et Saddam Hussein.

Puis la FDD a multiplié les interventions dans la presse : tribunes libres dans les grands quotidiens états-uniens, interviews aux chaînes de radio et télévision, participation à des talk shows. Selon une technique classique, la FDD a favorisé la création d'une kyrielle d'associations fournissant autant de signatures distinctes, et permettant ainsi à un petit groupe homogène de donner l'impression d'être une vaste coordination pluraliste.

L'**Iraq-America Freedom Alliance** (Alliance irako-américaine pour la liberté) fournit aux médias des témoignages prêts à diffuser d'Irakiens et d'États-uniens célébrant la liberté retrouvée depuis la chute de Saddam Hussein.

Les **Women for a Free Iraq** (Femmes pour un Irak libre) ont mobilisé les consciences féministes pour qu'elles soutiennent l'intervention militaire de la Coalition. Le problème est que, si les Irakiennes ont dû subir le despotisme de Saddam Hussein, elles n'ont aucunement souffert de discriminations en tant que femmes. De ce point de vue, leur statut était même meilleur en Irak que dans bien des pays occidentaux. Quoi qu'il en soit, les Women for a Free Iraq ont entretenu un amalgame entre le statut des femmes sous la dictature des Taliban afghans et sous le régime laïque du Ba'as.

Par la suite, a été créée une Women Alliance for a democratic Iraq (Alliance des femmes pour un Irak démocratique), dont l'objet a été de sélectionner des femmes et de les installer dans les institutions de la Collaboration pour respecter l'exigence si correcte de parité.

La **Coalition Against Terrorist Medias** (Coalition contre les médias terroristes) est une campagne mise en place en 2004 pour obtenir des autorités françaises qu'elles empêchent la diffusion de la chaîne de télévision du Hezbollah libanais vers les États-Unis par des satellites européens, puis pour faire classer par le département d'État les journalistes de la chaîne comme « terroristes ». Ces objectifs ont été atteints en France et aux États-Unis [3].

Le **Committee on Present Danger** (Comité sur le danger présent) est la réactivation d'une association historique homonyme qui développa la rhétorique de la Guerre froide. Ce comité se consacre à réutiliser ce discours en remplaçant « communistes » par « islamistes » et « Guerre froide » par « Guerre au terrorisme » ; et à amalgamer tous les attentats du monde en les attribuant à un complot islamique mondial. Il est co-présidé par les deux thuriféraires de l'invasion de l'Irak, George P. Schultz et toujours James Woolsey. Une section internationale a été confiée à Vaclav Havel et Jose-Maria Aznar.

La Foundation for the Defense of Democracies (FDD) a aussi organisé une série d'actions lors des sessions de la Cour internationale de La Haye consacrées à la

légalité du Mur d'Israël [4]. **Ruth Wedgwood** a ainsi mis en scène, à proximité de la Cour, un tribunal indépendant qui jugeait les crimes des terroristes palestiniens et encadrait des manifestations.

Par ailleurs, la Fondation tire les ficelles de plusieurs campagnes thématiques : Elle a joué un rôle central dans la diffusion de l'idée selon laquelle l'antisémitisme est un enseignement institutionnel en Arabie saoudite. Elle s'est appuyée pour cela sur des traductions falsifiées de manuels et de livres présentés au public par un expert apparemment crédible, Ali Al-Ahmed, directeur du Saudi Institute de Washington.

Elle a orchestré la campagne de déstabilisation du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, grâce aux articles de l'une de ses salariées, la journaliste **Claudia Rosett**, qui a colonnes ouvertes dans le *Wall Street Journal* et le *Weekly Standard* [5]

Enfin, elle s'appuie actuellement sur le **Walid Phares**, dirigeant de la Milice pro-Israélienne des Gardiens du Cèdre et de la World Lebanese Organization, pour pousser une intervention militaire de la Coalition en Syrie et au Liban.

Il est aujourd'hui difficile de dire dans quelle proportion les objectifs de la Foundation for the Defense of Democracies sont déterminés par des militants sionistes états-uniens ou par l'administration Sharon.

---

[1] Cette société a été enregistrée à New York, le 12 mars 2001, sous la dénomination complète « Emet, An Educational Initiative, Inc. ».

[2] « **La communication israélienne pour 2003 selon la Fondation Wexner** », traduction de Marcel Charbonnier, publié simultanément par le Point information Palestine et le Réseau Voltaire.

[3] « **CSA, le censeur supérieur de l'audiovisuel** », *Voltaire*, 20 août 2004.

[4] Voir notre dossier « **Le Mur israélien en Palestine** ».

[5] « **Le harcèlement de Kofi Annan** », *Voltaire*, 13 décembre 2004.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .



# Un parfum de Guerre froide

## Analyse

Mohammed ElBaradei s'apprête à briguer un troisième mandat à la tête de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) malgré l'opposition de l'administration Bush. Dans une interview au *Washington Post*, il expose sa position et le travail de son agence en Iran et sur les autres questions nucléaires. Pour lui, et contrairement aux affirmations de Washington, les discussions avec l'Iran et le système d'inspection fonctionnent et permettent d'envisager de bons résultats grâce au dialogue avec les Européens. Au contraire, il condamne la volonté des États-Unis de construire des « mini-bombes nucléaires » anti-bunker. En effet, les États qui cherchent à acquérir des armes nucléaires le font avant tout quand ils se sentent menacés, et la relance de la recherche dans le domaine de l'armement nucléaire n'est pas de nature à les rassurer.

Ces arguments ne trouveront sans doute pas plus d'écho à Washington que les déclarations d'Hans Blix avant la Guerre contre l'Irak. Les États-Unis ne comptent en effet plus se plier aux avis ou aux exigences des institutions internationales. L'administration Bush entend s'affranchir totalement des règles internationales dans l'application de sa politique étrangère.

Cette logique s'applique à la Convention de Genève, désormais totalement ignorée. John C. Yoo et Robert J. Delahunty, les deux auteurs du mémo de 2002 du département de la Justice qui recommandait de ne pas appliquer cette Convention aux prisonniers afghans, profitent du prochain passage du juge Gonzales devant le Sénat pour rappeler leurs arguments dans le *Los Angeles Times*. Al Qaïda n'est pas un État, donc ses membres ne peuvent bénéficier du statut de prisonniers de guerre et les talibans ne le peuvent pas plus car ils n'ont pas respecté les lois de la guerre. Les auteurs profitent de ce rappel argumentatif pour développer le concept de « pseudo-État ». Il s'agit là d'États qui ne seraient fondés que sur des liens personnels, claniques ou tribaux et pour

lesquels la Convention de Genève ne s'appliquerait pas non plus. Cet artifice juridique *ad hoc* leur permet d'affirmer que la Convention de Genève ne doit pas non plus être appliquée en Irak. En développant des concepts comme les « États voyous » (*rogue States*), les « États échoués » (*failed States*) et maintenant les « pseudo-États » (*pseudo-States*), les États-Unis développent leurs arguments permettant de justifier la négation de la souveraineté nationale de leurs adversaires.

Les ex-Républiques soviétiques sont le cadre d'un affrontement entre Moscou et Washington. Dans ce « grand jeu », Washington utilise l'arme des « révolutions » colorées pour renverser les gouvernements favorables à Moscou lors de coup d'État post-modernes et la fédération de Russie s'appuie sur les régions russophones de ses voisins pour briser l'encerclement qui la menace. L'Ukraine est une pièce centrale dans cette partie et doit servir de tremplin à une future déstabilisation de la fédération de Russie programmée pour 2008. Encore faut-il pour cela que la population russe ne s'inquiète pas de l'ingérence de Washington dans ses affaires intérieures. Ira Straus, fondateur du Committee on Eastern Europe and Russia in NATO, une « ONG » de l'OTAN, se veut rassurant dans le *Moscow Times* : si l'Occident a soutenu Yushchenko lors de la « révolution orange » ce n'est pas contre la Russie mais pour la démocratie. Les médias occidentaux qui ont présenté la Russie comme l'ennemi à abattre dans cette élection ont pêché par sensationnalisme et cela ne reflète pas la pensée des gouvernements occidentaux. Au contraire, pour l'expert de la Russie Jacques Sapir, dans *Nezavissimaïa Gazeta*, la faute des médias occidentaux n'est pas d'avoir présenté l'élection en Ukraine comme un retour à l'affrontement Est-Ouest mais de vendre l'image d'une Russie en voie de re-soviétisation depuis que le Kremlin a mis fin au pillage du pays par les milieux financiers. Contre cette vision biaisée, la reconquête de l'opinion publique internationale par la Russie est donc essentielle.

La « conquête » de l'Ukraine par le pôle atlantiste fait partie d'une vaste manœuvre de « containment » de la fédération de Russie et cette campagne passe par une reprise en main des régions sécessionnistes pro-russes dans les États créés par l'éclatement de l'URSS.

Dans un entretien au quotidien russe *Moskovski Komsomolets*, le président de la République moldave de Transnistrie (non-reconnue internationalement), Igor Smirnov, dénonce l'attitude de la Moldavie et de son président Vladimir Voronine qu'il accuse de vouloir attiser les tensions entre la Transnistrie et son pays pour repousser les élections et s'adjuger les pleins pouvoirs.

La Transnistrie est une région que le gouvernement moldave ne contrôle pas depuis l'éclatement de l'URSS, qui regroupe 60 % de population russophone ou ukrainophone parlant rarement le moldave et où sont stationnés des soldats de la 14e armée russe. La Transnistrie est devenue *de facto* une république indépendante entre la Moldavie et l'Ukraine, garantie (mais non-reconnue) par l'appui russe qui assure une neutralité et un *statu quo* entre les différentes parties en présence. En 1992, au terme d'un accord entre la Russie et la Moldavie, la Russie devenait neutre et la Transnistrie bénéficiait d'un statut politique particulier de région autonome dans le cadre de la république de Moldavie. En échange, la Moldavie s'engageait à ne pas demander son rattachement à la Roumanie ou, dans ce cas, à accorder le droit à l'autodétermination à la Transnistrie. Ancien bassin industriel de la Moldavie

(pays le plus pauvre d'Europe), la Transnistrie a gardé des contacts économiques avec l'Ukraine, ce qui assure sa survie. C'est pour cette raison qu'Igor Smirnov tente de se montrer conciliant avec le nouveau pouvoir à Kiev et assure que si les Ukrainiens de Transnistrie ont massivement voté pour Yanukovych lors des élections ukrainiennes, c'est parce qu'ils ont été dupés par la propagande présentant cette élection comme un affrontement Est-Ouest. Il assure être convaincu que Victor Yushchenko conservera des liens économique avec la province autonome. Toutefois, depuis la publication de l'entretien, Kiev a annoncé son intention de participer avec la Moldavie au blocus de la Transnistrie.

Autre région autonome pro-russe mais en Géorgie cette fois, l'Ossétie du Sud est, elle aussi, menacée par un gouvernement mis en place lors d'une « révolution » colorée. Plus réaliste que son homologue de Transnistrie, le président ossète, Edouard Kokoïta, affirme à *Rosbalt* qu'il craint que Mikhaïl Saakachvili ne lance ses troupes contre sa province autonome, des troupes dont il rappelle qu'elles ont été formées par les États-Unis.

Réseau Voltaire

## Mohamed ElBaradei



Mohamed ElBaradei est directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

### « Ressentir le feu nucléaire »

Source : Washington Post

Référence : « Feeling the Nuclear Heat », par Mohammed ElBaradei, *Washington Post*, 30 janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

A la demande de beaucoup de pays, je vais me représenter pour un troisième mandat à la tête de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) bien que les États-Unis aient fait savoir qu'ils pensaient que deux mandats d'affilée était suffisant et que je n'étais pas assez dur avec l'Iran. Pourtant, je suis assez fier des résultats que nous avons obtenu sur ce dossier. Il y a 18 mois, nous ignorions tout du programme nucléaire iranien et aujourd'hui nous avons une image assez précise de son complexe programme et nous pouvons nous rendre partout où nous avons un doute. C'est le fruit de nos tenaces vérifications et du processus diplomatique. J'espère que nous trouverons une solution globale en Iran, tout comme en Corée du Nord.

Comme nous l'avons nous même déclaré, l'Iran a menti au début mais depuis il a corrigé son attitude. Aujourd'hui, les Iraniens affirment coopérer pleinement et rien ne vient démontrer le contraire. Quand l'Iran ment, nous le disons, quand il coopère, nous le disons aussi. Les Iraniens veulent développer un programme nucléaire indépendant car ils ont déjà été isolés par le passé et ils veulent être autonome. C'est pour cela que les discussions avec les Européens sont importantes. En effet, s'ils sont en confiance, les Iraniens renonceront peut-être à leur programme d'enrichissement de l'uranium. Ils sont en mesure d'avoir des armes nucléaires en un ou deux ans mais rien ne dit qu'ils le veulent.



Si on veut empêcher l'Iran d'être une puissance nucléaire, il faut négocier et inspecter. Il faut surtout comprendre ses motivations et son sens de l'insécurité. J'aimerais que les États-Unis participent au dialogue et je pense que des frappes contre l'Iran ne résoudrait rien.

Je pense qu'il faut éviter que tous les pays veuillent développer leur programme d'enrichissement nucléaire ; il faudrait les placer sous contrôle international. Je regrette qu'il n'y ait pas plus de préparations pour la renégociation du Traité de non-prolifération et je pense également que les nouvelles armes atomiques " anti-bunker " états-uniennes envoient un mauvais signal. Aujourd'hui, se sentant menacés ou frustrés, des pays comme l'Égypte ou la Corée du Sud font des tests nucléaires. Plus il y aura de ces armes, plus il y a de risques qu'un groupe terroriste en acquière.

## John C. Yoo, Robert J. Delahunty



Ancien assistant du juge Clarence Thomas, John C. Yoo est professeur de droit à Berkeley. Il est membre du Council on Foreign Relations, de la Federalist Society et chercheur à l'American Enterprise Institute.

Ancien conseiller de John Ashcroft au département de la Justice (2001-2003), il est co-rédacteur du mémo demandant que la Convention de Genève ne soit pas appliquée aux prisonniers fait lors de la Guerre d'Afghanistan.

Ancien conseiller de John Ashcroft au département de la Justice, Robert J. Delahunty est co-rédacteur du mémo demandant que la Convention de Genève ne soit pas appliquée aux prisonniers fait lors de la Guerre d'Afghanistan. Après un passage comme

### « Réécrire les lois de la guerre pour un nouvel ennemi »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Rewriting the Laws of War for a New Enemy », par John C. Yoo et Robert J. Delahunty, *Los Angeles Times*, 1er février 2005.

Quand le Sénat examinera la nomination de **Alberto Gonzales** au poste d'Attorney general, ses ennemis répéteront les habituelles accusations contre lui selon lesquelles il aurait ouvert la porte aux abus contre les prisonniers afghans et d'Al Qaïda. Ayant travaillé au département de la Justice en janvier 2002, nous avons écrit le mémo indiquant que la Convention de Genève ne s'appliquait pas à Al Qaïda et que les Talibans ne respectaient pas les lois de la guerre et ne méritaient donc pas le statut de prisonniers de guerre.

A la fin du mois dernier, Alberto Gonzales a bien précisé que les terroristes et les combattants capturés étaient traités humainement mais qu'ils n'avaient pas le statut de prisonniers de guerre. Face à ces déclarations, les défenseurs des " Droits de l'homme " ont fait dans l'hyperbole et la surenchère (qualifiant même Gonzales de nazi) et cela a obscurci la vraie question : comment nous adapter à la substitution des États nations par les réseaux terroristes internationaux comme ennemi principal dans les guerres ?

La Convention de Genève n'est pas obsolète et Alberto Gonzales n'a jamais dit qu'elle l'était, mais les réserves qu'elle impose ne s'appliquent qu'aux guerres entre nations et vouloir l'appliquer à Al Qaïda revient à nier l'existence des changements dramatiques qu'a connu le système international. Cette convention a été ratifiée après la seconde Guerre mondiale pour réduire la cruauté et l'horreur des guerres entre grandes armées mécanisées mais aujourd'hui, le principal obstacle à la paix sont les organisations terroristes et les États voyous. Les guerres entre nations obéissent à des règles mais ces règles ne fonctionnent pas face à des réseaux multinationaux ou des pseudo-États, c'est à dire des États qui ne fonctionnent qu'autour de règles personnelles, tribales ou claniques. C'était le cas de l'Afghanistan ou de l'Irak. Dans ces pseudo-États, les dirigeants se moquent du sort des prisonniers et la

conseiller de Tom Ridge au département de la Sécurité de la Patrie (2002-2004), il est devenu professeur de Droit à la St. Thomas University.

Convention de Genève qui repose sur la réciprocité ne fonctionne pas.

## Ira Straus



Ira Straus est le coordinateur états-unien et le fondateur du Committee on Eastern Europe and Russia in NATO, une ONG militant pour l'entrée des pays de l'ex-bloc communiste dans l'OTAN.

### « En Ukraine, les médias occidentaux ont imité le Kremlin »

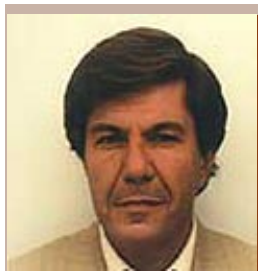
Source : Moscow Times

Référence : « In Ukraine, Western Media Mirrored Kremlin », par Ira Straus, *Moscow Times*, 1er février 2005.

Les médias occidentaux étaient du bon côté en Ukraine et la Russie du mauvais côté, mais il est quand même troublant de voir que les médias sont entrés à cette occasion dans une logique de campagne électorale, utilisant une approche manichéenne dans leurs compte-rendus des événements. Plus important encore, c'est la Russie qui a été présentée comme la méchante au lieu du régime Kuchma-Yanukovych.

Viktor Yushchenko faisait campagne contre Yanukovych, mais les médias occidentaux ont eux repris l'approche défendue par le Kremlin, ont présenté une confrontation Est-Ouest et, se faisant, ils favorisaient Yanukovych et savaient la campagne de Yushchenko qui lui ne voulait pas d'un affrontement Est-Ouest, ni d'une division de son pays. Au contraire, se souvenant que les candidats apparaissant comme les plus proches des Russes gagnent traditionnellement l'élection, Yanukovych a tenté de polariser l'élection dans un affrontement Est-Ouest alors que Yushchenko faisait campagne sur la démocratie et le marché refusant d'entrer dans la division Est-Ouest. Les médias occidentaux n'eurent pas la même nuance. Si les électeurs ukrainiens avaient écouté les médias occidentaux, ils auraient voté pour Yanukovych. Les gouvernements occidentaux eux-aussi nièrent qu'il s'agissait d'une bataille géopolitique contre la Russie. Ils étaient sincères mais il était difficile pour eux de paraître convaincants compte tenu des discours tenus par les médias. Si l'occident a soutenu Yushchenko c'est parce que c'est un ami de la démocratie et que Yanukovych voulait la restauration sans limite d'un empire russe. C'est la Russie, pas l'occident, qui a présenté Yushchenko comme anti-russe. Les nuances des positions occidentales étaient déjà difficiles à expliquer en soi mais l'approche choisie par la Russie et les médias occidentaux les ont rendu impossible à expliquer. Les discours des ONG contribuèrent à la cacophonie. La victoire de Yushchenko est la victoire de la complexité sur la simplification, les Ukrainiens ont fait preuve de plus de maturité que les Occidentaux.

Jacques Sapir



Jacques Sapir est directeur de recherche et professeur au centre de recherche sur la société russe, soviétique et post-soviétique à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

## « Comment s'affranchir de cette image trompeuse ? »

Source : Nezavissimaïa Gazeta

Référence : « ..... », par Jacques Sapir, *Nezavissimaïa Gazeta*, 2 Février 2005.

Le Kremlin doit expliquer sa stratégie au pays et au monde, pour le bien de ses citoyens et pour l'image du pays.

En France, les périodes de crise internationale sont propices à une humeur pro-russe comme on le constate au sujet de l'Irak. Par contre, au moment de la crise de Beslan, un journal quotidien a été jusqu'à voir dans ces événements en Ossétie du Nord, un coup monté par Vladimir Poutine.

La nationalisation de fait de « Iouganskneftegaz », épilogue de l'affaire Yukos, est présentée en Occident comme une machination des plus sombres.

Curieusement, la France, après 1945, a nationalisé une partie de son industrie avec succès pour assurer son redressement. Ce « capitalisme d'État » a assuré à Renault sa place de constructeur automobile de rang international et a permis à EADS de devenir un concurrent des États-Unis dans l'industrie aéronautique.

Le jeu des médias qui préfèrent l'émotion de la télé-réalité à l'analyse en profondeur est une des causes de cette image caricaturale. Des raisons politiques expliquent aussi cette piètre image de la Russie présentée dans les médias, particulièrement aux États-Unis.

Depuis la crise de 1998 et le gouvernement de Primakov, les médias américains parlent sans cesse de « resoviétisation ». Ces accusations de retour au soviétisme reviennent à chaque fois que le gouvernement russe adopte une politique qui ne correspond pas aux médiocres intérêts du monde financier. En 1997, la presse états-unienne présentait la Russie comme un eldorado, ce fut moins bon dès qu'on y constata une croissance économique et les critiques sont acerbes depuis la prise de position contre la guerre en Irak. Une partie de la presse européenne a adopté ce ton critique, parce qu'elle est soit par idéologie, soit pour des raisons économiques, plus dépendante des Américains.

Un exemple, l'attitude au sujet des élections en Ukraine. La moindre intervention de Poutine pendant la campagne a déclenché de vives critiques, alors que le financement de la campagne de Viktor Yushchenko par des fonds américains est un fait reconnu.

Si le gouvernement avait mieux communiqué, les Européens auraient compris la volonté des Russes de réparer les erreurs commises entre 1992 et 1998, de réapprendre à utiliser les leviers économiques pour redresser le pays. Ils auraient compris qu'un gouvernement ne peut tolérer les rentes économiques de quelques magnats qui prennent la population en otage.

Igor Smirnov



Igor Smirnov est président de la République moldave non-reconnue de Transnistrie.

## « La situation s'est aggravée en Transnistrie »

Source : Moskovski Komsomolets

Référence : « ..... », par Igor Smirnov, *Moskovski komsomolets*, le 29 Janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous sommes en présence de signes avant-coureurs d'une guerre qui se prépare, aussi bien sur le plan politique, économique que diplomatique. La Moldavie a interrompu sa participation au processus de négociation et nous sommes soumis à un blocus économique total. Il interdit non-seulement aux diplomates et aux journalistes de pénétrer en RMT, mais aussi aux représentants de la commission de contrôle et de régulation des conflits. Nous sommes l'objet de provocations, soit pour des histoires de territoire, soit à cause des écoles roumaines. A chaque fois le même scénario se répète, nous proposons des négociations et en retour, le gouvernement moldave crie au séparatisme et à la désobéissance en Transnistrie.

Je pense qu'une guerre avant les législatives de mars permettrait au président **Vladimir Voronine** de reporter les élections législative en Moldavie et de conserver les pleins pouvoirs. Je sais que si les ukrainiens de Transnistrie ont voté massivement en faveur de Yanoukovych, c'est grâce à la presse moldave qui à force de crier que **Viktor Yushchenko** est une marionnette des États-unis, elle a réussi à les convaincre.

Je ne pense pas que l'Ukraine participe au blocus contre la Transnistrie car elle a toujours considéré ce territoire comme lui appartenant et je ne vois pas pourquoi elle voudrait isoler les siens. Si cela devait arriver, je pense que l'Ukraine a plus à y perdre que nous économiquement. Je connais Viktor Yushchenko depuis longtemps, c'est un politicien pragmatique et un brillant économiste, je ne pense pas qu'il fasse cela. [1]

La Moldavie doit accepter le fait que nous sommes un pays indépendant. La séparation de nos deux pays doit être aussi civilisée qu'entre la République tchèque et la Slovaquie. Tout le monde a compris que la Moldavie, qu'elle le veuille ou non, est en train d'intégrer la Roumanie. Nous sommes contre, la République moldave de Transnistrie est autosuffisante, elle a une existence économique et nous n'avons pas l'intention de disparaître.

[1] L'Ukraine a depuis annoncé sa participation au blocus de la RMT

## Edouard Kokoïta

Edouard Kokoïta est  
président de la République  
d'Ossétie du Sud.

### « La prestation de Saakashvili à Strasbourg est une manœuvre de diversion. »

Source : Rosbalt

Référence : « ..... - ..... », Edouard Kokoïta, *Rosbalt*,  
28 Janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le peuple d'Ossétie du Sud a adopté le statut de république en 1992 par référendum ; 99,8% des participants ont voté pour notre indépendance vis à vis de la Géorgie. **Mikhail Saakashvili** nous a proposé, au parlement de Strasbourg, une autonomie étendue. Nous ne voyons là rien de nouveau ni de constructif. La révision du statut de la République d'Ossétie du Sud (ROS) n'est pas à l'ordre du jour. Saakashvili a manqué l'occasion de devenir un héros pour l'Ossétie et pour la démocratie ; s'il avait reconnu l'indépendance de l'Ossétie à l'Assemblée Européenne, le peuple ossète l'aurait accueilli à Tskhinvali avec des bouquets de roses.

A chaque fois que le pouvoir change en Géorgie, l'Ossétie est l'objet d'agressions de sa part, comme cela a été le cas en 1920, entre 89 et 92 et de nouveau pendant l'été 2004. Quand **Salomé Zourabichvili** déclare que son gouvernement n'exclut pas d'utiliser les rangers formés dans le cadre des accords militaires américano-géorgiens contre l'Abkhazie et l'Ossétie, elle fait preuve d'une très grande incompetence.

Les commentaires du président géorgien nous font redouter une agression mais nous sommes prêts à assurer la défense de notre pays. Si la Russie a refusé de nous intégrer en son sein, c'est que contrairement à d'autres nations qui affirment leurs positions par la force, elle entend agir en accord avec le droit international.

Existe-t-il un seul document qui prouve que l'Ossétie fait partie de la Géorgie ? Je tiens à souligner qu'à partir du moment où la Géorgie a cessé d'être une république de l'Union Soviétique, nous n'avons plus rien à voir avec elle. Si la Biélorussie par exemple s'était comportée comme la Géorgie à l'égard d'une minorité nationale, il y a longtemps que l'Union européenne aurait procédé à des frappes aériennes.

Il y a des forces qui, ignorant la mentalité caucasienne, essayent de modifier le découpage de la région afin d'éloigner la Russie de la Transcaucasie.